



RAPPORT

Forum ouest-africain sur
le Peering 2026



17 - 18 JUIN 2026 | COTONOU, BÉNIN

Merci à nos

Partenaires

ORGANISATEUR/ ORGANIZER:



HÔTE LOCAL/LOCAL HOSTS:



GOLD SPONSOR



SILVER SPONSORS



BRONZE SPONSORS



PEERING WORKSHOP SPONSOR



LANYARD SPONSOR



EVENT SUPPORTER



OTHER PARTNERS



SOMMAIRE

Sigles et acronymes	4
1. INFORMATIONS GÉNÉRALES	5
Objectif global :	5
Objectifs spécifiques :	5
Méthodologie et participation :	5
Participation	6
Déroulement :	6
2. COMPTE RENDU DES TRAVAUX.....	7
Session plénière 1 : Politiques, réglementations et écosystème Internet : favorisons-nous ou freinons-nous la croissance ?	10
Session 01 - Comment construire son premier réseau optique : présentation d'Open DWDM.....	12
Session 02 - Le coût des interruptions de service : la résilience du réseau face à l'expansion de l'IA	14
Session 03 - Soutenir l'adoption des ASN et d'IPv6 auprès des entreprises en Afrique	16
Session 04 - Lightning Talks.....	18
Clôture du jour 1 et annonces.....	18
Session 05 - PeeringDB comme outil de croissance du partage et de l'interconnexion	19
Session 06 - L'impératif de souveraineté.....	21
Session 07 - IXP, Banques et FinTechs	22
Session 08 - Infrastructure partagée pour combler le fossé de pénétration d'Internet en Afrique de l'Ouest.....	24
Session 09 - Au-delà du peering : renforcer le DNS, la sécurité de l'écosystème DNS et la résilience opérationnelle en Afrique de l'Ouest.....	25
Session 10 - Le peering Internet comme levier de croissance économique et de compétitivité nationale au Bénin.....	27
Session 11 - Lightning Talks	29
Appel à l'action pour la communauté béninoise	30
Session de clôture	31
Remerciement.....	32
3. RECOMMANDATIONS DU WAPF 2026	33
4. ANNEXES.....	35
Agenda WAPF 2026	35
PHOTOS.....	40

Sigles et acronymes

AfriNIC : African Network Information Centre (Centre d'information sur le réseau africain)

API : Application Programming Interface (Interface de programmation applicative)

AS : Autonomous System (Système autonome)

ASN : Autonomous System Number (Numéro de système autonome)

BGP : Border Gateway Protocol (Protocole de routage sur Internet)

ccTLD : country code Top-Level Domain (Domaine de premier niveau national)

CDN : Content Delivery Network (Réseau de diffusion de contenu)

CIVIX : Côte d'Ivoire Internet Exchange Point (Point d'échange Internet de la Côte d'Ivoire)

COTIX : Cotonou Internet Exchange Point (Point d'échange Internet de Cotonou)

DNS : Domain Name System (Système de noms de domaine)

DNSSEC : Domain Name System Security Extensions (Extensions de sécurité du système de noms de domaine)

DWDM : Dense Wavelength Division Multiplexing (Multiplexage dense en longueur d'onde)

FAI : Fournisseur d'Accès à Internet

ICANN : Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet)

IP : Internet Protocol (Protocole Internet)

IPv4 : Internet Protocol version 4 (Protocole Internet version 4)

IPv6 : Internet Protocol version 6 (Protocole Internet version 6)

IXP : Internet Exchange Point (Point d'échange Internet)

IXPN : Internet Exchange Point of Nigeria (Point d'échange Internet du Nigeria)

NAT : Network Address Translation (Translation d'adresses réseau)

Open DWDM : Approche ouverte pour le multiplexage dense en longueur d'onde

PeeringDB : Base de données communautaire pour le peering et l'interconnexion

RINEX : Rwanda Internet Exchange (Point d'échange Internet du Rwanda)

RIPE Atlas : Système de mesure d'Internet géré par la RIPE NCC

WAPF : West African Peering Forum (Forum sur le Peering en Afrique de l'Ouest)

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le West Africa Peering Forum (WAPF) a réuni à Cotonou, les 17 et 18 juin 2026, les principaux acteurs de l'écosystème Internet ouest-africain. Cette sous-région connaît une croissance rapide des usages numériques, mais une part importante du trafic Internet transite encore par l'Europe ou l'Amérique du Nord avant de revenir vers le continent. Cette pratique alourdit les coûts, dégrade l'expérience utilisateur et accroît la vulnérabilité face aux coupures de câbles. Créé pour promouvoir le développement des Points d'Échange Internet (IXP) et du peering local, le WAPF vise à renforcer la souveraineté numérique et à encourager l'hébergement local des contenus. L'édition 2026 a permis d'aborder ces défis tout en identifiant des pistes concrètes pour bâtir un écosystème Internet plus résilient, performant et inclusif. Le présent rapport rend compte des échanges et des recommandations issues de ces deux journées de travail.

Objectif global :

Contribuer à la construction d'un Internet robuste, ouvert et interconnecté en Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités, le partage de connaissances et la promotion des bonnes pratiques en matière de peering et d'interconnexion.

Objectifs spécifiques :

Plus spécifiquement, le WAPF 2026 visait à :

- Favoriser le développement d'un écosystème Internet durable en encourageant les accords de peering locaux entre FAI, opérateurs mobiles et fournisseurs de contenu ;
- Offrir une plateforme d'échange de connaissances et de renforcement des compétences techniques et stratégiques aux parties prenantes ;
- Plaider en faveur de réformes politiques et réglementaires qui soutiennent la croissance des IXP et de l'interconnexion régionale ;
- Identifier et promouvoir des modèles de gouvernance et des solutions techniques (Open DWDM, IPv6, ASN) adaptés au contexte ouest-africain.

Méthodologie et participation :

Organisé en présentiel à l'Hôtel Golden Tulip Le Diplomate de Cotonou, le forum a été meublé par des sessions plénières consacrées aux grands enjeux du peering,



des ateliers thématiques pour des discussions plus approfondies, et un panel de haut niveau en guise d'ouverture sur les questions de politiques et de régulation.

Participation

- 281 participants au total, dont 172 en salle et 109 en ligne ;
- 23 pays représentés.

Déroulement :

La première journée a été dédiée aux fondations techniques et aux défis opérationnels, et a abordé la construction de réseaux, la résilience des infrastructures et l'importance des ressources numériques critiques. Quant à la deuxième, elle s'est concentrée sur les aspects stratégiques, avec des discussions sur l'économie du peering, les modèles de gouvernance des IXP et les recommandations pour l'avenir de l'écosystème en Afrique de l'Ouest.

Pour répondre aux objectifs de ce forum, des sessions ont été organisées autour de plusieurs thématiques.

2. COMPTE RENDU DES TRAVAUX



Mercredi 17
juin 2026

Session d'ouverture

Elle a été marquée par des allocutions de haut niveau, qui posent les fondements politiques et stratégiques du forum.

M. Élias **GNANCADJA**, Vice-président du Chapitre Béninois de l'Internet Society (ISOC Bénin), a salué les délégations présentes et rappelé que le peering, le routage et l'interconnexion sont les piliers de la souveraineté numérique régionale. Selon lui, maintenir le trafic local permet de réduire les coûts, d'améliorer la qualité de service et de renforcer la résilience.



« Garder le trafic local est un enjeu stratégique majeur. »

Élias **GNANCADJA**

Il a par ailleurs mis en lumière les actions menées par Internet Society Bénin sur le terrain, notamment le développement des compétences techniques locales et la structuration de l'écosystème numérique national. Il a invité l'ensemble des acteurs, publics, privés et techniques, à unir leurs efforts pour bâtir un Internet ouvert, sûr et durable pour l'Afrique de l'Ouest.



« Le peering, les points d'échange, les centres de données ou les réseaux de diffusion de contenus ne sont pas seulement techniques : ils touchent à la souveraineté, au développement et à l'inclusion. »

Hervé **HOUNZANDJI**

M. Hervé **HOUNZANDJI** (Président du Comité d'Organisation) a présenté les grands thèmes qui rythmeront les deux jours du forum : résilience des infrastructures, interconnexion régionale, développement des IXP, hébergement local des contenus et renforcement des compétences.

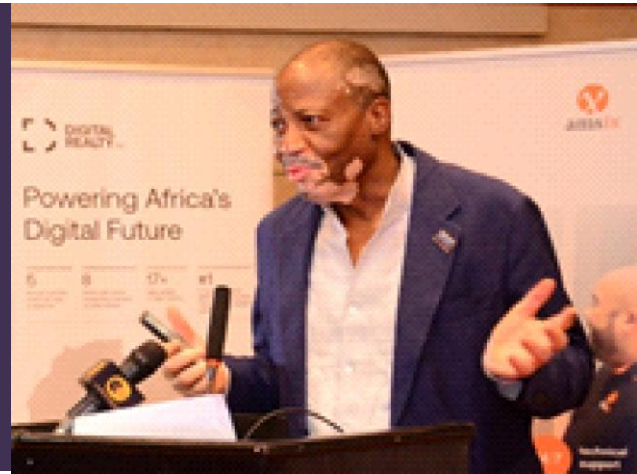
Au-delà des aspects techniques, il a insisté sur la vocation humaine de l'événement, qui vise à créer des partenariats durables entre opérateurs, ingénieurs, régulateurs, décideurs publics et partenaires techniques.

Ses remerciements ont été adressés aux autorités béninoises, aux partenaires institutionnels, aux sponsors, aux intervenants et au comité d'organisation, dont le travail passionné a permis la tenue de cette édition.

M. Pierre **DANDJINOU** (Vice-président de l'ICANN pour l'Afrique) a salué l'accueil du Bénin et rappelé que la résilience des infrastructures est la condition première d'un Internet universel et interopérable.

« La résilience des infrastructures est la base d'un Internet interopérable et universel, qui fonctionne partout où l'on se trouve. »

Pierre **DANDJINOU**



Il a évoqué le programme *Coalition for Digital Africa*, développé avec ICANN, qui a permis l'installation de copies de serveurs racines DNS en Afrique, réduisant le trafic sortant et améliorant la rapidité d'accès pour les internautes africains. Abordant les noms de domaine, il a encouragé les registraires africains à accompagner les usagers dans l'adoption de nouvelles extensions comme *.africa*. Enfin, il a insisté sur le renforcement des capacités, en affirmant que *« c'est par le talent que l'Afrique fera la différence »*, et a appelé à une prise de conscience sur les ressources à mobiliser pour relever ce défi.



M. Geoffroy **BONOU** (Conseiller Technique du Ministre de la Transformation Digitale du Bénin) a pris la parole au nom du ministre pour souligner l'importance stratégique de la coopération régionale.

« La transformation numérique ne peut être durable sans des infrastructures internet robustes, ouvertes et interconnectées. »

M. Geoffroy **BONOU**

Il a rappelé la croissance exponentielle des usages numériques en Afrique de l'Ouest, freinée par le phénomène de *tromboning* qui génère des coûts supplémentaires et une plus forte latence. Les investissements du Bénin ont été présentés, notamment l'extension de la fibre optique, le renforcement de la

connectivité internationale, modernisation des services publics et amélioration du cadre réglementaire.

Plusieurs priorités stratégiques régionales ont été identifiées par M. BONOU, notamment le développement des IXP, le renforcement de l'hébergement local, l'émergence de centres de données performants, l'amélioration de l'interconnexion et la promotion d'un environnement favorable à l'investissement. Il a conclu que l'accueil du WAPF au Bénin est une reconnaissance des progrès accomplis, avant de déclarer officiellement ouverts les travaux du forum.

Session plénière 1 : Politiques, réglementations et écosystème Internet : favorisons-nous ou freinons-nous la croissance ?



Modérateur : M. Jean-Baptiste MILLOGO (Directeur en charge des technologies et du développement de l'Internet à Internet Society Global)

Panélistes :

- ▶ Mme Séraphine BOGHI (CIVIX, Côte d'Ivoire) ;
- ▶ M. Raymond A. BILL (National Communications Authority, Ghana) ;
- ▶ M. Ghislain NKERAMUGABA (RINEX, Rwanda).

Points saillants des interventions :

Mme BOGHI Séraphine a partagé l'expérience de CIVIX, dont le modèle de gouvernance multipartite a été instauré après un premier échec en 2013. Cette approche, qui associe autorités publiques, opérateurs et acteurs techniques autour d'une charte et d'un comité de concertation, a permis des résultats tangibles : le trafic est passé de quelques mégabits à environ 36 Gbps aujourd'hui. La transparence, la communication et la montée en confiance des opérateurs ont été les clés de cette réussite, avec des perspectives d'ouverture à de nouveaux acteurs et d'attraction d'un trafic local plus important.

Quant à M. Raymond A. BILL, il a exposé la nouvelle stratégie nationale d'économie numérique adoptée en 2024, qui intègre cybersécurité, intelligence artificielle et transferts d'argent numériques. L'accès universel et la connectivité en constituent le premier pilier, avec une orientation vers la libéralisation et une régulation incitative. Disposant de quatre câbles sous-marins et d'environ 40 000 km de fibre terrestre, le Ghana a renforcé sa politique suite à la coupure de fibre du 14 mars 2024, exigeant désormais des opérateurs une connectivité transfrontalière vers les pays voisins et explorant l'utilisation des infrastructures publiques pour étendre la connectivité régionale.

M. Ghislain NKERAMUGABA, en ce qui le concerne, a présenté l'expérience de son pays, où les visions de long terme placent le numérique au cœur du développement à travers tous les secteurs : administration, éducation, santé, commerce. Le point d'échange RINEX a vu son trafic doubler en une semaine pour atteindre 24 Gbps lors d'un événement sportif majeur. Le modèle d'organisation à but non lucratif, devenu financièrement autonome après trois ans, a démontré sa

pertinence. Les clés du succès résident dans une vision claire et partagée, un environnement propice à la digitalisation, une protection juridique adaptée et un écosystème technique solide.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Quelle est la vision et l'expérience du Bénin en matière de développement des infrastructures numériques ?	Le modérateur a invité les participants à répondre. On retient : le Bénin vise à devenir un hub numérique souverain d'ici 2060. Avec 3 500 km de fibre, 90% de couverture 4G, un datacenter, un ID numérique et des paiements électroniques opérationnels, le pays a déjà transformé son économie : 97% des impôts sont collectés en ligne et les recettes ont été multipliées par 2,8. En 2026, 48 M\$ sont encore investis dans ce chantier prioritaire.
Q2. Pourquoi y a-t-il une faible présence de fibre optique terrestre en Afrique de l'Ouest, et que font les gouvernements pour y remédier ?	Panéliste : La fibre appartient aux opérateurs qui se concentrent sur les zones urbaines rentables. La politique <i>Big Ones</i> du Ghana impose l'installation de fourreaux pour la fibre lors de la construction des routes, une mesure qui, étendue aux frontières, devrait réduire les coûts et les coupures.
Q3. Que font les États pour harmoniser les réglementations afin de faciliter la connectivité transfrontalière, alors que l'Afrique de l'Ouest ne dispose que d'une seule route principale ?	Panéliste : Le Ghana est ouvert à davantage d'investissements. La politique <i>Big Ones</i> vise à créer des conduits de fibre le long des routes, y compris vers les frontières, pour faciliter cette connectivité.
Q4. Qu'en est-il de l'installation d'un serveur racine DNS et de l'ouverture du point d'échange à d'autres fournisseurs de fibre à CIVIX ?	Mme Séraphine : Des discussions sont en cours pour l'installation d'un serveur racine DNS. L'ouverture à d'autres fournisseurs est envisagée pour renforcer la neutralité et l'attractivité du point d'échange.

Les participants ont été invités à se rendre à la piscine pour une photo de groupe en présence des distingués invités. Après cette prise de vue, un café accompagné de collations a été servi, pour offrir un premier temps de réseautage informel.

Session 01 - Comment construire son premier réseau optique : présentation d'Open DWDM

Modérateur/Animateur : M. Mark **TINKA** (Managing Director TransmissionCo)

L'objectif de cet atelier est de présenter une approche pratique pour réduire les coûts et simplifier l'architecture des réseaux de transport optique dans le cadre du peering, en mettant l'accent sur les solutions *Open* adaptées au contexte africain.

Principaux points discutés :

Dans une architecture DWDM classique, les transpondeurs représentent une part importante des dépenses. En les supprimant pour ne conserver que le système de ligne (amplificateurs et filtres), une économie de l'ordre de 50 à 80 % sur le coût global du réseau est réalisable sur le long terme.

Des matériels de différents fabricants, par exemple *NOKIA, Juniper, Arista, Cisco*, peuvent fonctionner ensemble, et offrir une grande flexibilité et éviter le verrouillage technologique. Deux catégories de fournisseurs ont été distinguées : les fournisseurs traditionnels qui proposent de grandes plateformes modulaires propriétaires et coûteuses, et les nouveaux fournisseurs *Open* comme *PacketLight* et *Smartoptics*, qui offrent des systèmes compacts, standardisés, sans licence. Pour l'Afrique, l'approche *Open* est recommandée pour son accessibilité financière.

Louer un service auprès d'un fournisseur génère un coût récurrent, tandis qu'investir directement dans les équipements représente un coût initial fixe. L'investissement direct devient plus rentable sur le long terme, car on ne paie ensuite que la fibre, sans frais supplémentaires.

Une mise en garde cependant déconseille la pratique courante en Afrique de l'Est qui consiste à utiliser une seule fibre (monocœur) et à facturer le double pour la seconde, car cela revient souvent plus cher à long terme.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Pourquoi certaines marques de fournisseurs sont-elles absentes de la présentation ?	Mark TINKA : Des considérations géopolitiques pèsent sur certains. Des fournisseurs comme PacketLight sont sous pression, tandis que Smartoptics (d'origine scandinave) est considéré comme neutre. Les fournisseurs traditionnels comme Ciena peinent à s'adapter aux modèles ouverts à cause de leurs modèles économiques basés sur les licences.
Q2. Comment gérer les coupures fréquentes de fibre causées par les travaux de construction ?	Mark TINKA : Il faut accepter l'imprévisibilité et se concentrer sur la fiabilité plutôt que sur la performance pure. Investir dans la résilience (amplificateurs plus puissants, routes de secours) est recommandé, tout en ajustant les prix pour refléter cette valeur ajoutée.
Q3. Comment atteindre 2 500 kilomètres avec un module 400G ZR+ ?	Mark TINKA : Ce module utilise la technologie PC-CS qui permet d'améliorer la portée ou la capacité. Sur un réseau amplifié, il peut atteindre 2 500 km pour un coût d'environ 11 000 à 12 000 dollars, contre 5 000 à 6 000 dollars pour un module standard.
Q4. Quel est le design minimal recommandé pour un opérateur de Datacenter souhaitant scalabiliser son infrastructure ?	Mark TINKA : La question est davantage réglementaire que technique. Dans certains pays, un seul opérateur est autorisé à déployer sa propre fibre, ce qui bloque l'innovation. Une fois ce verrou réglementaire levé, les solutions techniques suivront.

Session 02 - Le coût des interruptions de service : la résilience du réseau face à l'expansion de l'IA



Intervenant : M. Samuel Yameul Owusu YEBOAH (Csquared Ghana)

Points saillants de l'intervention :

Sur l'impact financier des pannes, l'intervenant a ouvert par une question provocante : *Que vaut une minute de temps d'arrêt pour votre entreprise ?* et invite à réfléchir à l'impact financier, à la perte de clients et à la perte de confiance, surtout à l'ère de l'intelligence artificielle.

La leçon à retenir de la panne majeure de 2024 : cette panne qui a touché plusieurs pays de la région et affecté environ 480 millions de personnes pendant près de 13 heures a été un révélateur de la fragilité des infrastructures critiques et de la dépendance croissante des économies à la connectivité. **M. YEBOAH** a qualifié Internet d'"oxygène numérique" et comparé cette panne à une privation d'oxygène pendant 13 heures.

En ce qui concerne l'IA, on retient qu'elle augmente encore la valeur de chaque minute de connectivité. À l'avenir, les utilisateurs interagiront avec un agent IA unique qui gèrera tout, rendant la résilience encore plus critique, car chaque microseconde compte. Pour l'expert, la résilience n'est donc plus uniquement une question technique, mais un investissement stratégique pour pérenniser son activité, renforcer la confiance des utilisateurs et répondre aux exigences des technologies émergentes. Il a, pour finir, invité les acteurs à repenser leur stratégie de résilience non pas comme un coût, mais comme un levier de compétitivité.

Peering Personnel n°1 :

L'animateur a lancé cette activité en invitant tous les fournisseurs de réseau, opérateurs de points d'échange et fournisseurs de connectivité à préparer une présentation rapide de leur réseau. Les informations clés demandées comportaient le nom du réseau, le numéro AS, les points de présence, les coordonnées et les services proposés. L'objectif est de se faire connaître et de faciliter les échanges commerciaux. Un QR Code a été mis à disposition dans la salle pour faciliter l'envoi des présentations à l'adresse pc@wapf.africa.

Réseautage et déjeuner :

Les participants ont partagé un déjeuner dans une atmosphère conviviale. Quelques retours d'expérience ont été recueillis. Un participant a pris conscience, grâce aux présentations, qu'il devait intégrer les aspects physiques et matériels à son infrastructure logicielle. Une suggestion a été faite d'élargir le forum à l'avenir en invitant davantage d'acteurs majeurs comme NCN du Nigéria absents cette année.

Session 03 - Soutenir l'adoption des ASN et d'IPv6 auprès des entreprises en Afrique



Modérateur : M. Temitope OSUNRINDE
(Africa Hyperscalers)

Panélistes :

- › Brice ABBA (AfrINIC),
- › Ghislain NKERAMUGABA (Internet Society),
- › Olawale OWOEYE (Cedarview Communication),
- › Silas PEPAH (Accra-IX).

L'objectif de l'atelier est d'identifier les freins et les leviers pour étendre l'adoption des ASN et d'IPv6 au-delà des FAI, vers les entreprises, les banques et les administrations.

Principaux points discutés :

L'Afrique ne possède que 2 800 ASN (2,2 % du total mondial) alors qu'elle abrite 18 % de la population. Ces ASN sont concentrés chez les FAI, tandis que les entreprises, banques et administrations dépendent encore des fournisseurs pour le routage. L'IPv6 dépasse 50 % dans le monde, mais stagne à un chiffre dans plusieurs régions africaines.

En ce qui concerne les freins à l'adoption des ASN les points ci-après ont été relevés :

La méconnaissance des démarches, domination des gros opérateurs historiques, utilisation excessive du NAT pour des raisons de sécurité (mythe), difficulté à justifier les besoins auprès d'AfrINIC, et culture du « *si ça marche, on n'y touche pas* » qui prévaut dans de nombreuses grandes organisations ;

La lenteur de l'adoption d'IPv6 : Peur du changement, manque d'arguments des ingénieurs face aux décideurs, vétusté des équipements, et méconnaissance des démarches ;

L'impact économique réside en ce que sans ASN, une entreprise ne peut pas se connecter directement à des acteurs comme *Hurricane Electric* et se retrouve cantonnée à des offres de transit plus coûteuses. Les CDN regardent le nombre d'ASN pour évaluer l'attractivité d'un marché, créant un cercle vicieux où moins d'ASN, moins de contenu local, rabaisse de trafic local.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Pourquoi l'adoption d'IPv6 est-elle si lente en Afrique ?	Brice ABBA : En raison de la peur du changement, du manque d'arguments des ingénieurs face aux décideurs, de la vétusté des équipements et d'une méconnaissance des démarches. AfriNIC a formé plus de 3 000 ingénieurs depuis 2012 et propose un module <i>IPv6 for Managers</i> pour sensibiliser les dirigeants.
Q2. Quel est l'impact du faible nombre d'ASN sur l'attractivité des marchés ?	Silas PEPRAH : Les CDN et les grands fournisseurs de contenu évaluent l'attractivité d'un marché en fonction du nombre d'ASN. Un faible nombre signifie peu de réseaux avec lesquels échanger du trafic localement, ce qui réduit l'intérêt d'investir dans des points de présence locaux.

Peering Personnel n°2

Les organisateurs ont rappelé aux participants de préparer leurs présentations dans le cadre de l'activité Peering Personnel, destinée à favoriser les partenariats techniques entre opérateurs et gestionnaires de réseaux. L'envoi des présentations devait se faire à l'adresse pc@wapf.africa.

Une pause-café a permis aux participants de poursuivre leurs échanges informels et de développer de nouvelles opportunités de collaboration.

Session 04 - Lightning Talks

La dernière séquence technique de la journée a réuni plusieurs présentations courtes consacrées aux évolutions de l'écosystème Internet régional.

- › M. Carl ANIAMBOSSOU a présenté une mise à jour sur le point d'échange Internet du Bénin (COTIX) dont il est le président, avec des détails sur les progrès réalisés et les perspectives de développement ;
- › M. Brice ABBA a fait un point sur les activités d'AfriNIC, le registre régional pour l'Afrique, en évoquant les ressources disponibles et les initiatives en cours ;
- › M. Jean-Baptiste MILLOGO a présenté l'*Open Fiber Data Standard*, un cadre ouvert pour les données de fibre optique visant à faciliter le partage d'informations sur les infrastructures ;
- › M. Ghislain NKERAMUGABA a analysé les déconnexions et les lacunes en matière de peering en Afrique de l'Ouest à travers une présentation intitulée *The Peering Disconnect* ;
- › M. Beau-Clair Isidore VIEIRA a proposé des éléments de réflexion pour une stratégie régionale cohérente d'interconnexion des réseaux en Afrique de l'Ouest ;
- › M. Brice ABBA a également partagé un retour sur le Forum du Peering d'Afrique centrale (Central Africa Peering Forum), enrichissant les échanges par des enseignements tirés de cette expérience.

Ces présentations ont permis de partager les dernières avancées techniques et institutionnelles tout en mettant en évidence les priorités communes pour renforcer les infrastructures numériques de la région.

Clôture du jour 1 et annonces

Les organisateurs ont remercié l'ensemble des participants, des intervenants, des partenaires et des sponsors pour leur contribution au succès de cette première journée. Ils ont annoncé que certaines activités, notamment le Peering Personnel, se poursuivront le lendemain et ont invité les participants à préparer leurs présentations. Le modérateur a également proposé de revenir sur le sujet du panel ASN et IPv6 lors de la prochaine édition du WAPF pour mesurer les évolutions.

Cette journée s'est achevée par un dîner de gala qui a été offert aux participants, dans une ambiance conviviale, des moments de réseautage et de renforcement des relations professionnelles.



Jeudi 18
juin 2026

Session 05 - PeeringDB comme outil de croissance du partage et de l'interconnexion



Format : Présentation et Panel

Modérateur : M. Obinna ADUMIKE (Head Converged Digital Infrastructure Africa)

Thème : PeeringDB comme outil de croissance du peering et de l'interconnexion

Panélistes :

- › M. Ben RYAL (Meta/Chair PeeringDB Outreach Committee)
- › M. Kelechi NSOFOR (Sales Director Digital Realty West Africa)
- › M. Samuel Yameul Owusu YEBOAH (CTO CSquared Ghana)

Points clés à retenir du panel :

PeeringDB est une base de données communautaire, gratuite et à but non lucratif, gérée par des bénévoles du secteur. Elle constitue un référentiel mondial de confiance pour localiser les réseaux, les IXP, les centres de données et les installations, et pour évaluer les opportunités d'interconnexion.

L'outil a été créé pour pallier l'absence de contacts fiables entre ingénieurs réseau, qui freinait le développement du peering. Aujourd'hui, il permet à toute organisation disposant d'un ASN (FAI, opérateur, fournisseur cloud, IXP) de créer un compte, d'y déclarer ses points de présence, ses politiques de peering et ses coordonnées, et de bénéficier d'une plus forte visibilité. Les équipes commerciales s'en servent pour identifier des partenaires, et de nombreux grands acteurs exigent désormais un dossier PeeringDB à jour comme prérequis à toute relation.

Sur le plan technique, l'API de PeeringDB permet d'automatiser les échanges, mais cette fonction reste sous-utilisée en Afrique. La gouvernance repose sur plusieurs comités bénévoles : administration, opérations, sensibilisation et produits (la plateforme compte aujourd'hui plus de 34 000 membres).

Un constat majeur a été fait : l'Afrique de l'Ouest est très sous-représentée. Ainsi, le Nigeria, avec 256 FAI et environ 156 ASN, compte moins de 10 % de ses acteurs sur PeeringDB. Cet écart limite les bénéfices de l'outil pour l'écosystème régional.

Les panélistes ont également appelé les entreprises locales à sponsoriser la plateforme, aujourd'hui soutenue presque exclusivement par des acteurs internationaux.

Les discussions ont révélé l'importance de maintenir des données à jour (bonne hygiène des comptes), sous peine de provoquer des coupures de sessions BGP. Les opérateurs de centres de données, comme **M. Kelechi NSOFOR**, ont relevé la difficulté à faire reconnaître leurs installations comme points de présence, un travail de sensibilisation encore trop méconnu. **M. Samuel YEBOAH** a illustré l'utilité concrète de l'outil pour un grand réseau : identifier les acteurs, établir des connexions et viser un taux de localisation du trafic d'au moins 80 %.

Enfin, la collaboration et la sensibilisation ont été identifiées comme les principaux défis. Malgré des campagnes répétées, de nombreux ingénieurs ignorent encore l'existence de PeeringDB. Des actions locales ciblées, vidéos, ateliers, sessions pratiques etc., sont nécessaires pour remédier à ce déficit.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Comment éviter l'abandon des comptes PeeringDB lors du départ d'un employé ?	Panélistes : Il faut utiliser des adresses email génériques (ex: peering@) et créer des comptes avec plusieurs personnes habilitées pour assurer la continuité.
Q2. Propose une coopération entre PeeringDB et AfriNIC pour croiser les bases de données.	Panélistes : L'idée a été accueillie favorablement. Les participants ont aussi suggéré que les associations d'opérateurs intègrent l'accompagnement à l'adhésion à PeeringDB dans leur programme.
Q3. Comment amener les clients à mettre à jour leurs fiches PeeringDB, malgré la démonstration de son utilité ?	Panélistes : Créer une <i>feature request</i> sur GitHub pour proposer que le centre de données puisse lister les clients (avec leur approbation). Recommander aux IXP d'inclure la mise à jour PeeringDB dans leur processus d' <i>onboarding</i> .
Q4. Quel est l'intérêt pour une personne sans réseau de s'inscrire sur PeeringDB ?	Ben RYAL : Pour analyser l'écosystème Internet mondial par curiosité ou pour mieux comprendre le secteur. Des journalistes peuvent également utiliser les données pour étayer leurs publications.
Q5. Suggestion de créer des vidéos tutoriels et formations courtes pour PeeringDB.	Panélistes : Des vidéos existent déjà, mais le défi est de les rendre facilement accessibles et trouvables pour les utilisateurs potentiels.
Q6. Propose que les nouveaux détenteurs d'ASN soient automatiquement informés et encouragés à créer leur compte PeeringDB.	Panélistes : L'idée a été saluée comme un excellent point de départ pour systématiser l'inscription des nouveaux réseaux.

Session 06 - L'impératif de souveraineté

Format : Présentation

Intervenant : Mme Esther KING,
Ingénieure Senior, cofondatrice de
GAMCHIX, Co-chair du comité de
programme du WAPF 2026



Points saillants de l'intervention :

Mme **Esther KING** a parlé du paradoxe de l'Afrique de l'Ouest, région qui connaît l'une des croissances numériques les plus dynamiques du continent, mais dont les infrastructures ne suivent pas le rythme. La latence y est de 150 à 250 millisecondes, alors que des environnements optimisés atteignent 20 à 50 millisecondes.

Selon elle, deux causes principales expliquent cette inefficacité.

- Certains contenus ne sont pas hébergés ou mis en cache localement, obligeant les requêtes à aller chercher les serveurs d'origine hors de la région ;
- Même lorsque le contenu est disponible localement, les réseaux ne sont pas toujours interconnectés de manière optimale, et le trafic emprunte par défaut des routes de transit internationales.

Il en résulte une pénalité de latence de plus de 150 millisecondes et un surcoût de 40 à 60 % sur la bande passante. Pour y remédier, il faut selon lui une interconnexion neutre et ouverte, qui permet de localiser les échanges de trafic, de réduire la dépendance aux transitaires internationaux et de renforcer la souveraineté des données. Elle a cité l'exemple de Teraco en Afrique du Sud, dont le modèle a prouvé son efficacité : en neuf ans, le nombre de ses membres a augmenté de 288 % et le trafic de 30 % par an, sans subvention publique.

Pour l'Afrique de l'Ouest, trois enseignements se dégagent :

- Le peering local améliore à la fois la résidence des données et les performances, avec un gain de 100 millisecondes ;
- L'infrastructure neutre se développe par un effet de réseau vertueux ;
- L'impact économique potentiel est estimé à 12 milliards de dollars, couvrant des secteurs aussi variés que le commerce électronique, les Fintech, le streaming ou les SaaS.

Elle conclut que la région dispose des atouts nécessaires pour devenir un leader de la souveraineté numérique. Mais le chemin passe par le renforcement de l'interconnexion, des centres de données et d'une infrastructure numérique robuste.

Session 07 - IXPN, Banques et FinTechs



Format : Présentation

Intervenant : M. Raphael ILOKA (Marketing Manager, Internet Exchange Point of Nigeria)

Points saillants de l'intervention

Un paradoxe majeur est que les banques et Fintech sont devenues les plus gros consommateurs d'infrastructure Internet en Afrique, mais elles sont paradoxalement les moins connectées aux points d'échange. Dans la plupart des pays ouest-africains, le nombre d'institutions financières connectées aux IXP est de zéro ou un. Les institutions financières rencontrent les mêmes problèmes de connectivité : transactions lentes, trafic local qui quitte le continent avant de revenir (*tromboning*), coûts élevés de transit, et questions de fiabilité et de résilience. Les IXP offrent des solutions naturelles à ces problèmes.

L'expérience du Nigeria : IXPN compte 135 membres avec un trafic pic dépassant 2,3 Gbps, ce qui en fait le plus grand IXP du Nigeria, le plus grand d'Afrique de l'Ouest et le deuxième d'Afrique. Face au déficit de connaissances (beaucoup d'ingénieurs bancaires confondent encore les IXP avec des FAI). Une mission a été lancée pour connecter les institutions financières du pays. IXPN propose aux institutions financières une adhésion totalement gratuite pendant les douze premiers mois, avec des connexions croisées gratuites via des centres de données partenaires (Rack Center, ADC). Il est présent dans de multiples centres de données à Lagos et ailleurs dans le pays, pour être au plus proche des clients potentiels et ne donner aucune raison de ne pas se connecter.

Les principaux freins sont le manque de sensibilisation, la peur de la complexité technique, les préoccupations réglementaires et les stratégies d'infrastructure conservatrices. Les solutions incluent la simplification du processus d'intégration, la formation des équipes techniques, et l'organisation d'événements ciblés avec les directeurs informatiques des banques.

L'avenir de la finance en Afrique dépend beaucoup de l'avenir de l'interconnexion. L'essor des API, de l'IA, du calcul en périphérie et des monnaies numériques exige une infrastructure locale robuste. Si les banques construisent l'économie numérique africaine, les IXP doivent en être les fondations.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Comment surmonter les obstacles liés à l'ASN et à la distance pour les banques ?	M. ILOKA : Au Nigeria, près de 90 % des banques ont déjà un ASN. Pour la distance, IXPN a investi dans des points de présence multiples dans les centres de données de Lagos.
Q2. Comment convaincre les banques, qui ont besoin de confiance, de se connecter à l'IXP ?	M. ILOKA : IXPN mise sur la simplification du processus, l'accompagnement personnalisé et des événements ciblés avec les directeurs informatiques pour démontrer concrètement les bénéfices.
Q3. Les décideurs ouest-africains devraient-ils s'inspirer de la Banque centrale kényane qui impose des sites de reprise après sinistre à plus de dix kilomètres ?	M. ILOKA : La politique kényane a été un catalyseur majeur. Les IXP doivent communiquer sur la faible latence plutôt que sur les volumes de trafic pour convaincre.
Q4. Les décideurs politiques devraient encourager les banques à s'installer dans les centres de données.	M. ILOKA : La Banque centrale du Nigeria et le système de règlement interbancaire sont déjà connectés à IXPN. Les chiffres de <i>Moniepoint</i> montrent l'énorme potentiel des Fintech et l'urgence de les connecter aux IXP.

Session 08 - Infrastructure partagée pour combler le fossé *de* pénétration d'Internet en Afrique de l'Ouest

Format : Présentation

Intervenant : M. Israel OGBOI (Presales Engineer, West Africa, Telcables Nigeria by Angola Cables)

Points saillants de l'intervention :

M. **Israel OGBOI** a dressé un tableau des disparités de connectivité en Afrique de l'Ouest.

Selon les données de l'UIT (2024-2026), l'Europe affiche un taux de pénétration de 92,2 %, l'Asie-Pacifique 77,1 %, tandis que l'Afrique stagne à 35,7 %. Dans la région, le Ghana atteint 72,2 %, la Côte d'Ivoire 41,4 % et le Nigeria 41,2 %. Ce dernier a vu sa pénétration passer de 5,55 % en 2006 à 53 % au premier semestre 2026, mais reste freiné par la duplication des infrastructures, la crise énergétique, le coût élevé de l'accès, l'illettrisme numérique et des modèles de régulation à courte vue.

Pour y remédier, il a plaidé en faveur d'une forte collaboration autour du partage des réseaux de fibre, des tours, des centres de données et des fourreaux. Cette approche réduit les dépenses d'investissement, accélère l'expansion, améliore les retours sur investissement et favorise une croissance durable. Des exemples concrets existent déjà : les opérateurs partagent des fibres dorsales, les FAI mutualisent des infrastructures métropolitaines, et les fournisseurs ruraux adoptent des modèles de fibre en accès ouvert.

L'orateur a cependant identifié des obstacles persistants, notamment le manque de collaboration et de confiance entre les acteurs. Il conclut que le fossé de pénétration d'Internet en Afrique de l'Ouest n'est pas seulement un défi de connectivité, mais aussi un défi de collaboration infrastructurelle. Il a appelé à encourager les modèles d'infrastructure partagée pour réduire les duplications et améliorer l'efficacité des investissements.

Session 09 - Au-delà du peering : renforcer le DNS, la sécurité de l'écosystème DNS et la résilience opérationnelle en Afrique de l'Ouest



Format : Présentation

Intervenant : M. Yazid AKANHO (ICANN)

Points saillants de l'intervention :

M. AKANHO a rappelé que le DNS est une infrastructure fondamentale d'Internet, mais méconnue des acteurs locaux.

Environ 80 requêtes DNS sont nécessaires pour afficher une page web, ce qui en fait un élément critique de l'expérience utilisateur. Il a illustré un paradoxe : une ressource hébergée à Cotonou peut voir ses requêtes DNS transiter par Paris avant de revenir indiquer qu'elle se trouve localement, générant une latence inutile.

Le peering, bien qu'utile pour le trafic de données, n'améliore pas directement la résolution DNS. Si le résolveur de l'utilisateur est hors du pays, le peering ne peut rien y faire. Il a présenté DNSSEC comme la seule technologie garantissant l'authenticité et l'intégrité des réponses DNS. Des disparités régionales existent : le Nigeria, le Ghana et le Sénégal atteignent plus de 80 % de résolution DNS interne, contre des temps de résolution qui passent de 2,1 ms en interne à plus de 126 ms pour des résolveurs externes.

L'Afrique de l'Ouest ne dispose que de 34 sondes RIPE Atlas, ce qui limite la mesure des performances. L'intervenant a recommandé aux IXP d'héberger des résolveurs locaux et aux opérateurs d'adopter DNSSEC et de diversifier leurs résolveurs.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Le Nigeria a-t-il signé le DNSSEC ?	M. AKANHO : Oui, le <i>.ng</i> est désormais signé, ce qui est une excellente nouvelle, car c'est le plus grand ccTLD d'Afrique. Il a félicité cette avancée tout en rappelant que les noms de domaine de second niveau doivent également être signés.

Q2. Quelle est la différence entre un serveur racine DNS et un serveur racine pour le peering ? Où en est le processus d'acceptation universelle ?

M. AKANHO : Le serveur racine DNS contient le fichier de zone des TLD (.com, .org, .bj), tandis que le serveur racine pour le peering est utilisé pour automatiser les accords. L'acceptation universelle est un vaste programme pour adapter l'Unicode aux réalités d'Internet, avec un volet important porté par la Coalition pour l'Afrique numérique.

Peering Personnel :

À l'issue de la session, plusieurs opérateurs et points d'échange de la région ont présenté leurs infrastructures et leurs offres de peering dans le cadre de l'activité.

Parmi eux :

- **IXPN (Nigéria)** : Plus de 2,5 Tbps de trafic en pic, points de présence multiples à Lagos, politique de peering ouverte ;
- **Canal Box (Bénin)** : AS36924, points de présence à AMS-IX, TGX, AquaX, CIVIX, BEFIX, et en Afrique centrale, du Sud et de l'Est ;
- **Three Protocol (Nigéria)** : AS329739, points de présence à Lagos, Digital Realty, Rack Centre, IXPN, services de transit IP et fibre optique ;
- **Isocel Télécom (Bénin)** : AS37090, points de présence à Cotonou, Lagos, Accra, Londres, Paris et Niamey, services Internet fibre et DLR ;
- **Meta (CDN)** : AS32934, héberge la famille de produits Meta (Facebook, Instagram, Reels), ouverture d'un deuxième point de présence au Nigéria (Equinix PR1) ;
- **COTIX (Bénin)** : AS37805, nouveau point d'échange avec 5 membres connectés, ports de 100 Mbps à 10 Gbps, politique ouverte ;
- **CIVIX (Côte d'Ivoire)** : AS32966, 15 membres connectés, trafic agrégé de 36 Gbps, deux points de présence (MTN et Orange), bientôt un troisième chez Raxio ;
- **VTS (Burkina Faso)** : AS37721, services de transit IP et IPLC, points de présence à Accra, en Afrique et en Europe ;
- **IXP Ghana** : AS4163693, 14 membres connectés, trafic d'environ 660 Gbps, politique ouverte, ports de 1 Gbps, 10 Gbps et 100 Gbps ;
- **West Africa IXP** : Vision régionale, connecté à des IXP du Sénégal à l'Angola, plus de 50 pairs, trafic dépassant 400 Gbps.

Ces présentations ont permis de faire un état des lieux des infrastructures existantes et des opportunités de peering dans la région, tout en renforçant les liens entre les acteurs de l'écosystème.

Session 10 - Le peering Internet comme levier de croissance économique et de compétitivité nationale au Bénin

Format : Panel

Modérateur : M. Hervé HOUNZANDJI (Ingénieur infrastructures et résilience Internet)

Panélistes :

- M. Éric AKOUTE (Directeur Général de l'APIEx Bénin)
- M. Vincent Arthur FLOREANI (Représentant Résident de l'IFC/Banque mondiale au Bénin)
- M. Romain DAGBAME (Directeur Général de TradePulse)
- M. Robert AOUAD (Directeur Général de Isocel Bénin)

Points saillants des interventions :

M. **Éric AKOUTE** a souligné qu'Internet est devenu un facteur de production au même titre que l'eau ou l'électricité. Les investisseurs posent désormais des questions précises sur la disponibilité de la fibre, les débits et les coûts avant de s'implanter. L'APIEx accompagne cette dynamique en exonérant les équipements informatiques et les infrastructures numériques dans le cadre du code des investissements, à condition que les demandes soient déposées en amont. Il a insisté sur l'importance de cette fiscalité incitative pour rendre le Bénin attractif face à ses voisins.

M. **Romain DAGBAME** a, lui, illustré l'impact concret d'Internet sur la compétitivité des entreprises. Pour sa structure, une coupure de quelques minutes peut entraîner des pertes de plusieurs millions de francs CFA. Il a également souligné que la qualité de la connexion est aussi importante que sa disponibilité : des appels de mauvaise qualité peuvent faire perdre des contrats et nuire à l'image de l'entreprise. Sans un Internet fiable et performant, aucune entreprise ne peut être compétitive.

Quant à M. **Robert AOUAD**, il a dressé un bilan mitigé des progrès réalisés au Bénin. Si des avancées majeures ont été accomplies grâce à une volonté politique forte, la fin du monopole et l'arrivée des câbles sous-marins, des défis persistent : les coupures fréquentes liées aux travaux de voirie, la vétusté des câbles sous-marins (un sur deux est en fin de vie) et des coûts encore trop élevés. Il a également déploré la régression du Bénin dans le domaine du peering : après près

de 10 ans d'existence, le premier point d'échange n'échange pas encore 1 Gbps de trafic, ce qu'il a qualifié de "déplorable". Il a appelé à une prise de conscience collective pour remettre ce sujet au cœur des priorités.

Enfin, M. **Vincent FLOREANI** (IFC/Banque mondiale) a confirmé que les infrastructures numériques sont désormais un secteur d'intervention majeur pour l'IFC, aux côtés des transports et de l'énergie. Les critères d'accompagnement portent sur les coûts, la résilience, l'intégration régionale, l'efficacité énergétique et la souveraineté numérique. Il a souligné l'effet catalytique de ces investissements sur d'autres secteurs comme l'agriculture, le tourisme et le commerce.



Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Comment voyez-vous la suite ? Dans 3 à 6 mois, pourra-t-on constater des changements concrets ?	M. AKOUTE (APIEx) : Beaucoup de choses sont en préparation. Le numérique sera intégré comme secteur de base dans la nouvelle version du code des investissements, et le projet <i>Cité Campus Numérique</i> est en phase de démarrage. Une volonté politique claire se traduira par une stratégie de promotion des hubs numériques.
Q2. Quels sont les principaux obstacles au développement du peering au Bénin ?	M. AOUAD (Isocel) : Le Bénin a régressé dans ce domaine. L'incompréhension historique des pouvoirs publics, qui voyaient le point d'échange comme un projet rentable alors qu'il s'agit d'une association d'acteurs cherchant à économiser, a conduit à un désintérêt général. Aujourd'hui, les opérateurs béninois sont obligés de se tourner vers le Nigéria pour s'interconnecter.

Session 11 - Lightning Talks

Format : Lightning talks

Présentation :

- M. Ghislain NKERAMUGABA (ISOC) : The Peering Disconnect - Analyse des déconnexions et des lacunes en matière de peering en Afrique de l'Ouest ;
- M. Beau-Clair Isidore VIEIRA : Les éléments d'une politique et/ou d'une stratégie d'interconnexion des réseaux en Afrique de l'Ouest - Proposition d'éléments de réflexion pour une stratégie régionale cohérente ;
- M. Brice ABBA (AfriNIC) : Central Africa Peering Forum Update - Retour sur le Forum du Peering d'Afrique centrale.

Points saillants des interventions :

M. Ghislain NKERAMUGABA a mis en garde contre l'évolution du peering vers un modèle centralisé qui sacrifie la résilience des réseaux locaux. Pour lui, le peering à distance expose les pays dépendants à des coupures de câbles sous-marins, et le piège du transit imposé par les barrières d'entrée des grands fournisseurs de contenu. Il a également alerté sur la crise d'identité des IXP, sous pression commerciale pour sortir de leur rôle neutre. Pour finir, l'expert a formulé un appel à l'action pour privilégier le peering physique local, abaisser les barrières et défendre la neutralité des IXP.

M. Beau-Clair Isidore VIEIRA quant à lui a rappelé les fondamentaux du peering et son impact concret sur la réduction de la latence et des coûts. Il a cité des repères en Afrique et dans le monde (IX.br, DE-CIX) avant de proposer une feuille de route régionale qui comprend :

- L'institutionnalisation des IXP nationaux,
- Le financement pérenne via les Fonds de Service Universel, et
- La création d'un point d'échange sous-régional CEDEAO.

Il a enfin interrogé l'assemblée sur le leadership à prendre pour porter cette dynamique, et abordé la question de l'importance d'un partenariat avec les autorités de régulation.

M. Brice ABBA a en ce qui le concerne présenté le *Central Africa Peering Forum* (FPAC/CAPF), un événement annuel qui rassemble les acteurs de l'interconnexion d'Afrique Centrale ; évoquant par la même occasion la gouvernance du FPAC qui désormais dirigé par trois co-présidents. Les disparités de la région en matière d'IXP ont été également au menu de son intervention qu'il a conclu en invitant les participants du WAPF 2026 à la prochaine édition, prévue à Yaoundé au Cameroun les 30 septembre et 1er octobre 2026. Cela leur permettrait de renforcer les liens entre les écosystèmes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale.

Appel à l'action pour la communauté béninoise



Format : Session participative

Animateur : M. Hervé HOUNZANDJI

Thème : Mobilisation des acteurs béninois pour structurer l'écosystème du peering et de l'interconnexion au niveau national

Points clés de la session :

Les participants béninois ont reconnu un décalage entre l'engagement international des acteurs et leur implication dans les initiatives nationales. Le point d'échange a été identifié comme un projet fédérateur essentiel, mais sa performance reste insuffisante, avec un trafic qui n'a pas encore dépassé 1 Gbps après près de 10 ans d'existence. L'annonce d'un nouveau point d'échange (COTIX) a été saluée comme une opportunité à saisir.

Plusieurs obstacles ont été évoqués dont l'absence d'implication du régulateur dans la dynamique du peering, la fermeture de l'ancien point d'échange qui limite les possibilités d'interconnexion, et la peur de l'inconnu ou la méconnaissance des bénéfices du peering par certains acteurs. La question de la coercition versus le volontariat a également été soulevée.

Des participants ont partagé des expériences vécues en Côte d'Ivoire et au Sénégal, où des événements comme le Peering Day ont permis aux acteurs de se rencontrer et d'échanger. Ces initiatives ont montré qu'un cadre organisé avec une feuille de route et des objectifs clairs peut fédérer les acteurs et générer des économies collectives. D'autres ont insisté sur la nécessité d'impliquer l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste (ARCEP Bénin) dans la dynamique. Dans d'autres pays, le cahier des charges des opérateurs impose l'obligation de se connecter au point d'échange. Une telle mesure pourrait être envisagée au Bénin pour créer une dynamique collective.

Le chapitre Bénin de Internet Society a été identifié comme un facilitateur naturel en raison de sa neutralité et de sa capacité à fédérer l'ensemble des acteurs, y compris les jeunes talents.

Débats avec la salle :

Question	Réponse
Q1. Ce creuset doit-il être volontaire ou faut-il une forme de coercition pour rassembler les acteurs ?	Une approche mixte est nécessaire. Une dynamique volontaire doit être encouragée, mais l'implication du régulateur, avec des obligations dans les cahiers des charges, peut accélérer le mouvement et garantir une participation effective.
Q2. Quel rôle le nouveau point d'échange (COTIX) peut-il jouer dans cette dynamique ?	COTIX doit servir de base pour organiser des activités de renforcement de capacités et d'interconnexion. Les opérateurs ont été invités à y adhérer, avec l'appui du régulateur et de la communauté technique.

Session de clôture

Des remerciements ont été adressés à l'ensemble des participants pour leur présence et leur attention tout au long des deux jours, particulièrement à ceux présents depuis le lundi pour l'atelier IXP.



Une rétrospective des éditions passées a été présentée : le forum, qui était en ligne en 2021 avec 288 participants, a réuni cette année 281 participants venus de 23 pays à Cotonou.

Les prochains rendez-vous régionaux ont été annoncés : AfPIF (18-20 août à Kigali au Rwanda) et le Central African Peering Forum. Pour l'édition 2027, le WAPF se tiendra dans un pays autre que le Bénin ; les pays intéressés ont été invités à se manifester.

Une visite touristique est prévue au lendemain des deux jours d'activité, soit le 19 juin 2026, pour les participants inscrits.

Remerciement

Le West Africa Peering Forum 2026 a bénéficié du soutien généreux de nombreux partenaires. Le Comité d'Organisation exprime sa profonde gratitude à l'ensemble des sponsors pour leur engagement en faveur du développement de l'écosystème Internet en Afrique de l'Ouest. Les organisateurs, Internet Society, CSquared et l'Internet Society Chapitre du Bénin, ont été chaleureusement remerciés pour leur rôle central dans la mise en œuvre du forum. Les partenaires techniques ont également apporté une contribution précieuse : Isocel et Celtiis pour la connectivité Wi-Fi, CTOD Afrique du Sud pour le nom de domaine, ainsi que l'ensemble de l'équipe technique (ingénieurs, caméramans, régie lumière, audio, vidéo), et le personnel d'accueil.

Le Programme Committee, composé de 336 bénévoles, a été également salué pour la conception du programme et son bon déroulement. Enfin, le Comité d'Organisation adresse ses remerciements à tous les intervenants, modérateurs, panélistes et participants dont la présence et les échanges ont fait de cette édition un succès.

3. RECOMMANDATIONS DU WAPF 2026

Entités destinataires	N°	Recommandations
Gouvernements et Ministères	1	Adopter des politiques d'infrastructure <i>Big Onest</i> : imposer l'installation de fourreaux pour la fibre optique lors de tous les travaux de construction ou de rénovation routière pour réduire les coûts de déploiement.
	2	Inclure le numérique comme un secteur stratégique au même titre que l'eau ou l'électricité dans les plans nationaux de développement.
	3	Exiger la compatibilité IPv6 pour tous les services publics numériques afin d'entraîner le secteur privé.
	4	Fixer une date butoir pour l'abandon progressif d'IPv4 (horizon 2030-2040) pour créer une dynamique d'accélération.
	5	L'accès à l'énergie fiable doit être intégré dans les stratégies de déploiement des infrastructures numériques.
	6	Investir dans de nouvelles infrastructures sous-marines et terrestres pour sécuriser l'accès international et renforcer la résilience.
Régulateurs et Banques Centrales	7	Rendre obligatoire la connexion aux IXP nationaux dans les cahiers des charges des opérateurs télécoms.
	8	Inciter les institutions financières à se connecter aux IXP en imposant des sites de reprise après sinistre dans des centres de données.
	9	Les régulateurs sont invités à adopter des modèles de génération de revenus plus durables et à long terme, plutôt que des approches à courte vue qui freinent l'investissement.
	10	Harmoniser les régulations transfrontalières (CEDEAO/UEMOA) pour faciliter l'interconnexion entre pays.
Opérateurs de Réseaux (FAI, Mobiles, Contenu, Entreprises)	11	Adopter massivement l'IPv6 et solliciter des ASN comme outil stratégique pour améliorer les performances et réduire les coûts NAT.
	12	Adopter l'approche <i>Open DWDM</i> pour les réseaux optiques afin d'éviter le verrouillage technologique et gagner en flexibilité.
	13	Privilégier l'investissement direct dans les équipements de réseau optique plutôt que la location de services à long terme.
	14	Faire de la résilience une priorité stratégique en investissant dans des routes de secours et des redondances.
	15	Diversifier les stratégies de résolution DNS en développant des infrastructures internes pour garantir la continuité du service.
	16	Héberger des sondes RIPE Atlas pour améliorer le diagnostic des problèmes de réseau dans la région.
	17	Les fournisseurs de connectivité rurale sont encouragés à adopter des modèles de fibre en accès ouvert et d'infrastructures sans fil partagées pour étendre la couverture.

Opérateurs de Points d'Échange Internet (IXP)	18	Exiger la mise à jour PeeringDB lors de l' <i>onboarding</i> des nouveaux membres.
	19	Proposer des programmes de démonstration sans risque (ex: gratuité 12 mois) pour les banques et Fintechs.
	20	Héberger des instances locales de serveurs racine DNS et de ccTLD pour améliorer la performance régionale.
	21	Développer des points de présence multiples dans les principaux centres de données pour faciliter la connexion.
AfriNIC	22	Coopérer avec PeeringDB pour encourager automatiquement les nouveaux détenteurs d'ASN à s'enregistrer.
	23	Intensifier la formation sur l'IPv6, notamment pour les dirigeants (<i>IPv6 for Managers</i>) et les ingénieurs.
Internet Society (ISOC)	24	Organiser des <i>Peering Days</i> nationaux pour fédérer les acteurs autour de l'interconnexion.
	25	Jouer un rôle de facilitateur neutre pour rassembler les acteurs publics, privés et techniques.
	26	Sensibiliser stratégiquement les décideurs sur l'importance de la souveraineté numérique via le peering.
Opérateurs de ccTLD	27	Implémenter la validation DNSSEC pour tous les domaines nationaux afin de sécuriser le DNS.
Bénin (Gouv, ARCEP, Opérateurs, ISOC)	28	Relancer le point d'échange du Bénin (COTIX) en renforçant sa gouvernance et son attractivité.
Bénin (Communauté technique, ISOC)	29	Organiser un Bénin Peering Forum en 2027 pour maintenir la dynamique nationale.
Bénin (Gouvernement, Opérateurs)	30	Investir dans un nouveau câble sous-marin pour remplacer le SAT-3 en fin de vie et sécuriser l'accès.
ARCEP Bénin	31	Inscrire l'obligation de connexion au point d'échange national dans les cahiers des charges des opérateurs.

4. ANNEXES

Agenda WAPF 2026

June/Juin 17 UTC+1 / GMT+1	WAPF 2026 Day1/Jour 01	June/Juin 18 UTC+1 / GMT+1	WAPF 2026 Day2/Jour 02	June/Juin 19
				Benin Tour for country exploration Bénin Tour - sites des Vodoun Days, - Temple des Pythons, - Porte du Non- Retour, - Musée de la Fondation Zinsou, - Mémorial Zoungbodji
08:00 - 09:00	Enregistrement / registration	08:00 - 09:00	Enregistrement / registration	
09:00 - 09:45	Introduction (Co - Chairs) Housekeeping Rules Introduction (Coprésidents) Règles de conduite	09:00 - 09:10	Recap Day 1 - Recap Jour 1 (by Co-chairs)	

09:45 - 11:45	Formal Opening Session - Séance d'ouverture officielle 1. Welcome remarks, Internet society Bénin Chapter / Mot de bienvenue, section béninoise de l'Internet Society 2. Welcome remarks, Local host representative / Mot de bienvenue, représentant des Hôtes locaux 3. Welcome remarks, Representative of Benin Internet Ecosystem/Mot de bienvenue, représentant de l'écosystème Internet du Bénin 4. Formal opening declaration / Déclaration d'ouverture officielle Panel : Policy, Regulation, and the Internet Ecosystem: Are We Enabling or Inhibiting Growth?/Politiques, réglementations et écosystème Internet : favorisons-nous ou freinons-nous la croissance ? Moderator/Moderateur : Jean Baptiste Millogo Panelists/Panelistes : Bénin, Côte D'ivoire, Ghana, and AMS-IX representative / Représentant du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et de l'AMS-IX	09:10 - 10:40	Session 05 - Topic : PeeringDB as a tool for peering and interconnection growth / PeeringDB comme outil de croissance du partage et de l'interconnexion Panelists Benin Royal - Meta/Chair PeeringDB Outreach Committee Kelechi Nsofor - Sales Director Digital Realty West Africa Network Operator -Samuel Yameul Owusu Yeboah, CTO CSquared Ghana Moderator Obinna Adumike - Head Converged Digital Infrastructure Africa
-	-	10:40 - 11:10	Session 06 - Format: Presentation - Q & A Topic : The Sovereignty Imperative

		Speaker: Esther KING, Ingénieure Senior, cofondatrice de GAMCHIX, Co-chair du comité de programme	
11:45 - 12:15	Family picture & coffee break - Photo de famille & Pause Cafe	11:10 - 11:40	Coffee Break - Pause-café
12:15 - 12:45	Session 01 - Format: Presentation - Q & A Topic: How to build your first Optical Network: A look into Open DWDM / Comment construire son premier réseau optique : présentation d'Open DWDM Speaker: Mark Tinka / TransmissionCo	11:40 - 12:10	Session 07 - Format: Presentation - Q & A Topic: IXPN, Banks & Fintechs / IXPN, Banques et Fintechs Speaker: Raphael Iloka -Marketing Manager Internet Exchange Point of Nigeria
12:45 - 13:15	Session 02 - Format: Presentation - Q & A Topic: The Cost of Downtime: Network Resilience as AI Scales / Le coût des interruptions de service : la résilience du réseau face à l'expansion de l'IA Speaker : Samuel Yameul Owusu Yeboah, CTO CSquared Ghana	12:10 - 12:40	Session 08 - Format: Presentation - Q & A Topic: Shared Infrastructure to Address West Africa's Internet Penetration Gap/Infrastructure partagée pour combler le fossé de pénétration d'Internet en Afrique de l'Ouest Speaker: Israel Ogboi (Telecables Nigeria by Angola Cables)
-	-	12:40 - 13:10	Session 09 - Format: Presentation - Q & A Topic: Beyond Peering: Strengthening DNS, DNS Ecosystem Security, and Operational Resilience in West

		Africa/Au-delà du peering : renforcer le DNS, la sécurité de l'écosystème DNS et la résilience opérationnelle en Afrique de l'Ouest Speaker: Yazid Akanho (ICANN)	
13:15 - 13:30	Peering personal - Peering personnel #1	13:10 - 13:30	Peering personal - Peering personnel #3
13:30 - 15:00	Networking & Lunch - Réseautage et déjeuner	13:30 - 15:00	Networking & Lunch - Réseautage et déjeuner
15:00-16:00	Session 03 - Format: Panel Discussion, Moderator/Moderateur :Temitope Osunrinde - Africa Hyperscalers Topic : Deepening ASN and IPV6 adoption with enterprises in Africa / Soutenir l'adoption d'ASN et d'IPv6 auprès des entreprises en Afrique Panelists: ABBA Brice - AfriNIC Ghislain Nkeramugaba - ISOC Network Operator - Olawale Owoeye, Cedarview communication IXP Operator - Silas Peprah , Accra- IX	15:00-16:00	Session 10 - Format: Panel Discussion Topic : Internet peering as a lever for economic growth and national competitiveness in Benin / Le peering Internet comme levier de croissance économique et de compétitivité nationale au Bénin Panelist: APIEx, Banque Mondiale, ISOCEL, Moderator: Hervé Hounzandji
16:00- 16:15	Peering personal - Peering personnel #2	16:00- 16:15	Peering personal - Peering personnel #4
16:15 - 16:35	Coffee Break - Pause-café	16:15 - 16:35	Coffee Break - Pause-café
16:35 - 17:10	Session 04 - Format: Lightning talks Carl Aniambossou: COTIX Update	16:35 - 17:10	Session 11 - Format: Lightning talks Ghislain Nkeramugaba: The Peering

Déjeuner Ouidah

	Abba Brice: AfriNIC Update Jean Baptiste Millogo: Open Fiber Data Standard,		Disconnect Beau-Clair Isidore Vieira: Les éléments d'une politique et/ou d'une stratégie d'interconnexion des réseaux en Afrique en Afrique de l'Ouest Brice Abba: Central Africa Peering Forum Update
17:10 - 17:30	Closing - Conclusion (Co-Chairs) Announcements - Annonces	17:10 - 17:30	(Co-Chairs) Wrap up Session/ WAPF 2027 Updates - Session de synthèse / Mise à sur le pays WAPF 2027 Statistics of the event - Statistique de l'événement - WAPF 2027 Country announcement Closing Session - Session de clôture
18:00 Onwards	Gala Dinner /dîner de Gala Venue: Palais des Anges Transport details	17:30 onwards	Closing cocktail (TBC) - Cocktail de clôture - A confirmer

PHOTOS



Équipes d'organisation

- **Internet Society** : Ghislain NKERAMUGABA, Jean-Baptiste MILLOGO, Rocio ALVAREZ , Sally HARVEY.
- **Comité du programme** :
Co-présidents : Brice ABBA, Esther KING, Obinna ADUMIKE
Membres : Azubuike EGEREUGWU, Ben-Idriss DAMA, Carl ANIAMBOSSOU, Cedrick Adrien MBEYET, Silas PEPRAH, Hervé HOUNZANDJI
- **Comité local** :
Président : Hervé HOUNZANDJI
Membres : Agossi KIKI, Carl ANIAMBOSSOU, Carmène Loyce, David CARRENA, Elias GNANCADJA, Fabrice DAKO, Gbééré Achille EYE, Hermine GOUKODADJA, Jediel ADEFOULOU, Kossi AMESSINO, Malick ALASSANE, Nabil CHOUTY, Samuel HOUNGBEME.

Rapporteur : Yalèkpon Nazaire HOUNGNIHIN

Graphiste : Tanguy BARA

Reportage Photos/Vidéos : Institut de Branding et de la Norme Professionnelle

